

PLUS DE SERVICES PUBLICS PLUS DE SALAIRES



la
cgt
france.tv

c'est
notre
intérêt
à toutes
et tous !

Après la mobilisation du 23 septembre, la CGT appelle les salariés de France Télévisions à se joindre à la mobilisation interprofessionnelle pour défendre les services publics le 29 septembre, à l'appel de tous les syndicats de la fonction publique. Voir [notre préavis de grève ici](#).

La situation des services publics est aussi grave que celle de notre entreprise, pour une raison très simple : **nous subissons tous la même politique de casse.**

L'argent existe, il manque juste la volonté politique d'aller le chercher

Alors que de nouvelles économies sont exigées sur les dépenses publiques, pourquoi les aides aux entreprises échapperaient-elles au débat sur l'utilisation de l'argent public ? L'austérité est toujours pour les mêmes, en instrumentalisant des divisions entre celles qui ont peu et d'autres qui ont encore moins. Dans le même temps les cadeaux aux plus fortunés et les aides publiques aux entreprises privées continuent.

En 2023, les [aides publiques aux entreprises](#) représentaient 211 milliards d'euros, soit plus de 6 700 € par seconde, sans contrôle ni conditionnalité.

Les richesses se concentrent toujours davantage : entre 2010 et 2025, la fortune cumulée des 500 plus grandes fortunes professionnelles a connu une hausse de près de 370 % ! Et votre salaire ?

La question est donc bien celle de priorités nécessaires à une société juste et inclusive : à quoi doit servir l'[argent public](#) et qui doit contribuer au financement des besoins collectifs ?

Pour la CGT, il faut une autre répartition des richesses produites : augmenter les salaires, développer l'emploi, renforcer notre protection sociale et financer les services publics dont nous avons tous besoin, y compris l'Audiovisuel Public.

Et à France Télévisions ?

La pression doit être mise sur le gouvernement qui nous étouffe financièrement mais aussi sur la direction qui fait porter aux salariés depuis des années toutes ces mesures d'économies alors qu'elle pourrait très bien résister en refusant de construire un budget « à l'équilibre » en 2027, faute de financement suffisant.

L'État est notre actionnaire, à lui d'assumer le financement de nos missions.

La priorité de la CGT de France Télévisions est de sauver l'avenir de tous les salariés qui subissent de plein fouet, et depuis des années, les plans d'économies de la direction.

Paris, le 28 septembre 2026

ICI LA CARTE DES MANIFS